

L'ACCORD DU GROUPE PSA : UN NOUVEL ÉLAN POUR LA CROISSANCE

Jean Grosset, Observatoire du dialogue social

02/11/2016

L'Observatoire du dialogue social de la Fondation Jean-Jaurès animé par Jean Grosset analyse l'accord triennal signé par les organisations syndicales du groupe PSA, deuxième constructeur automobile européen.

Signé par la direction et FO, CFE-CGC, CFTC, CFDT, GSEA, qui représentent ensemble 80% du personnel (seule la CGT n'a pas signé), ce nouvel accord social triennal (2017-2019) du groupe PSA s'ajoute à l'accord de compétitivité de 2013 qui a contribué à redresser le deuxième constructeur automobile européen, qui a vendu 3 millions de véhicules dans le monde et réalisé un chiffre d'affaires de 54 milliards d'euros en 2015. Il intervient dans un contexte économique très différent avec une dynamique de reprise du marché automobile, même si la pression concurrentielle restera toujours importante et si les effets du Brexit sont incertains.

Selon son préambule, « ce nouvel accord montre la volonté des parties prenantes de définir les axes d'amélioration qui accompagneront le nouveau plan stratégique » qui vise à **restaurer les fondamentaux du groupe et sa performance dans un contexte de « profondes mutations »** : mutations technologiques (digital, connectivité, transition énergétique), nouveaux acteurs potentiels, normes réglementaires et environnementales plus sévères, restriction à l'usage de la voiture dans les villes, évolution de l'offre de mobilité et de la propriété *versus* l'usage. « Plutôt qu'un accord de compétitivité, c'est un accord de performance global accompagnant durablement la croissance du Groupe avec la volonté de **faire gagner l'entreprise et ses salariés** ».

L'accord confirme que **la France est la base de référence de l'ingénierie** de PSA qui s'engage à ce que 85% des activités liées aux innovations technologiques soient réalisées en France, avec des investissements annuels en recherche et développement entre 7 et 8% du chiffre d'affaires. L'objectif de production annuelle d'un million de véhicules en moyenne sur les trois prochaines années en France est affirmé, ce qui doit garantir le maintien de tous les sites PSA.

PSA s'engage dans « une **politique de l'emploi** responsable », en recrutant 6000 emplois jeunes

avec un nouveau contrat de génération et 1000 CDI sur la période de l'accord, dont 50% de « juniors », en renforçant la formation interne à hauteur de 1000 parcours par an, en améliorant le taux d'accès à la **formation professionnelle** (80% en 2017, 85% en 2019) et en développant des certifications comme les CQP.

Une **politique salariale** équilibrée alliera un nouveau dispositif d'intéressement réduisant fortement les inégalités (rapport de 2 entre les plus bas et les plus hauts salaires), la poursuite de l'extension du nombre de salariés bénéficiant de la part variable individuelle et une évolution des salaires au niveau de 1% au-dessus de l'inflation sous réserve d'atteinte d'objectif de marge opérationnelle.

Des **modes de travail** collaboratifs innovants et la transformation digitale des activités du Groupe seront développés, par exemple le télétravail, pour contribuer à la qualité de vie, avec l'ambition de passer de 2000 à 4000 télétravailleurs. Le Groupe ambitionne d'être le leader mondial du secteur automobile en matière de santé/sécurité au travail.

Cet accord aura aussi un **impact positif sur la filière** avec le maintien des sites PSA et les volumes de production annoncés sur trois ans, consolidant ainsi en France de nombreux fournisseurs.

En contrepartie, **davantage de flexibilité** est organisée, avec le travail de nuit aménagé, une annualisation du temps de travail, des samedis travaillés, notamment pour adapter l'organisation du travail aux variations de l'activité (plus ou moins huit jours par an).

On peut dire que pour les signataires **cet accord est « gagnant/gagnant »**, avec, d'un côté, des emplois par la pérennité des activités et des sites en France, le pouvoir d'achat et la Qualité de Vie au Travail, de l'autre, dans un contexte économique automobile très concurrentiel, des efforts significatifs d'amélioration des performances économiques.